

La social-démocratie bulgare et la question d'Orient

Christian Rakovsky

Source : « Die bulgarische Sozialdemokratie und die Orientfrage », Die Neue Zeit, vol. XV (1896-1897), n° 26, mars 1897, pp. 820-824. Traduction et notes MIA.

Il est admis par l'ensemble de la démocratie européenne, et en particulier par sa fraction la plus avancée, le parti socialiste, que l'ingérence de la Russie dans les affaires orientales et l'influence russe dans la péninsule des Balkans constituent un énorme obstacle au progrès et à la civilisation. Mais nous pensons que les causes de cette influence ont été jusqu'ici très peu éclaircies. Cette influence est généralement considérée comme une conséquence de circonstances fortuites, on l'attribue à la corruption des politiciens des États balkaniques, ou on croit l'expliquer par l'idée panslaviste, par le fait que la profession de foi de la Russie est identique à celle des peuples balkaniques. Ces facteurs sont incontestablement présents, mais ils ne suffisent pas à expliquer le rôle de la Russie en Orient.

Les causes de l'influence russe dans la péninsule balkanique sont plus profondes. Sous l'influence du commerce anglais et, plus tard, austro-hongrois, le commerce et les formes modernes de propriété capitaliste se sont développés dans les pays balkaniques. Les classes de commerçants et d'artisans commencèrent à aspirer au pouvoir et à se révolter contre l'ordre turc, car l'acquisition et l'accumulation de richesses étaient entravées par l'anarchie administrative et juridique turque et par le brigandage.

Cette lutte entre la bourgeoisie balkanique et le pouvoir turc devint d'autant plus inévitable à mesure que le développement économique a progressé. Nous pouvons déjà voir ici une opposition entre la Russie et les États occidentaux, en particulier l'Angleterre. En considérant la Turquie et tous les pays balkaniques comme un débouché pour ses produits industriels, l'Angleterre devait naturellement souhaiter conserver ce marché et le défendre contre des intrusions extérieures. Les gouvernements d'Europe occidentale soutenaient l'Empire turc comme un contrepoids à la Russie. Ils se souciaient peu de l'état intérieur des peuples asservis par les Turcs et étaient poussés par les circonstances à s'engager de toutes leurs forces pour le maintien de cet asservissement. La naissance et le développement de la bourgeoisie balkanique furent ainsi le résultat de l'influence matérielle de l'Occident sur l'Orient, mais en même temps, l'Occident s'efforça d'étouffer cette bourgeoisie en défendant le régime turc. Mais tous leurs diplomates étaient impuissants à renverser les conséquences naturelles du mode de production et d'échange capitaliste, leurs efforts n'ayant pour résultat que d'aigrir la jeune bourgeoisie balkanique contre l'Occident européen.

Les relations entre la Russie et les pays balkaniques étaient quant à elles très différentes. En Russie, l'industrie ne s'est développée que lentement et tardivement ; la Russie n'avait donc nullement besoin de considérer la péninsule balkanique comme un débouché. La Russie ne s'intéressait ni à ce que la population des Balkans achetait, ni à ce qu'elle vendait. L'objectif de la Russie était d'atteindre la Méditerranée et de transformer la mer Noire en un lac russe par le contrôle de Constantinople. Elle souhaitait donc se frayer un chemin à travers les Balkans. Pour atteindre ce but, la Russie apportait son aide morale et matérielle à tout mouvement national issu de la péninsule balkanique. Cet intérêt de la

Russie coïncidait donc avec celui des bourgeoisies balkaniques. La Russie tirait ainsi son pouvoir d'attraction du fait qu'elle agissait dans le sens du développement intérieur de ces pays. Il était d'autant plus facile pour le gouvernement russe de jouer ce rôle démagogique qu'il était assuré que, grâce aux conditions intérieures très arriérées de la Russie, cette action démagogique à l'extérieur n'entraînerait pas de répercussion négative à l'intérieur.

Par une singulière inversion des rôles, l'Occident civilisé jouait donc en Orient un rôle réactionnaire et antidémocratique, tandis que la Russie barbare se posait en champion de la civilisation et du progrès.

Voilà brièvement résumées les causes du développement de l'influence russe sur les pays balkaniques en général. Que pouvait faire l'Occident face à cette influence ? Les chants de louange en l'honneur de l'ordre turc et du caractère de la nation turque, ou les dénégations insipides des atrocités et des méfaits qui se produisent sans cesse en Turquie, ne pouvaient mener bien loin. Les États d'Occident auraient au contraire dû, à chaque occasion, s'opposer fermement au gouvernement turc afin de défendre l'autonomie des peuples asservis par le sultan. En aidant les peuples balkaniques à se libérer, l'Occident aurait gagné leur sympathie et réussi à les soustraire à l'influence russe.

Mais nous devons souligner avec netteté que la classe capitaliste d'Europe occidentale ne pouvait pas faire une telle chose : il ne faut pas oublier que ses intérêts de classe dominant absolument toutes les autres considérations politiques. Nous avons déjà souligné que la bourgeoisie d'Europe occidentale considère les pays balkaniques comme une colonie africaine ou asiatique, les utilisant uniquement comme un marché pour l'écoulement de ses produits industriels et l'achat de matières premières.

De plus, la haute finance – et l'on connaît bien l'influence qu'elle exerce sur les affaires d'État dans les pays capitalistes – est intéressée à la conservation de l'empire turc, car elle s'assure ainsi le paiement des intérêts des innombrables emprunts du gouvernement turc, qui ne seraient guère repris par les États qui pourraient pu se substituer à l'empire ottoman. C'est dans ces conditions matérielles qu'il faut donc chercher les véritables causes de la politique turcophile suivie avec constance par les États d'Europe occidentale.

Certes, la diplomatie occidentale considère également encore aujourd'hui la Turquie comme une barrière capable d'empêcher l'avancée des Russes vers la Méditerranée et la transformation de la mer Noire en un lac russe. Or, il serait parfaitement possible pour cette diplomatie de savoir, par l'intermédiaire de ses propres représentants à Constantinople, que la Turquie, en raison de sa situation politique et économique interne, n'est pas à la hauteur d'une telle tâche, car cet empire « malade » est tout à fait impuissant, comme cela s'est avéré à maintes reprises. Tandis que si l'on remplaçait la Turquie par quelques États, même plus petits, mais plus modernes, ceux-ci résisteraient mieux que la Turquie ruinée et désorganisée.

On dit souvent que l'autonomie des petits peuples d'Orient faciliterait les intrigues de la Russie. Mais en réalité, ces peuples se jettent dans les bras de la Russie précisément parce que l'Occident leur refuse toute assistance. Si l'Occident prenait le rôle de la Russie et s'engageait pour leur émancipation, il réduirait à néant l'influence de la Russie.

La Russie a exercé et exerce encore une certaine influence sur plusieurs pays balkaniques, dans la mesure où ses intérêts coïncident avec ceux de ces pays. En revanche, si la Russie maltraite trop violemment les droits et les libertés de ses protégés, ceux-ci se retournent sans trop de difficultés contre leur bienfaiteur. Si tous les pays balkaniques peuvent nous servir d'exemple pour illustrer cela, l'histoire moderne de la Bulgarie nous en offre peut-être le meilleur cas.

La Bulgarie a été libérée et créée par la Russie, mais combien de fois s'est elle fermement opposée à la Russie et elle est pourtant restée libre ! Il n'y a pas un seul homme politique, pas un seul parti en Bulgarie, même s'il est le plus dévoué à la Russie, qui ne se soit pas opposé une fois ou l'autre à la

Russie. Ce fait prouve que les partis pro et antirusse ne sont pas créés par vénalité ou stupidité, mais par la combinaison de différents intérêts. Le courant pro-russe actuel en Bulgarie n'est qu'une conséquence d'une conjonction de circonstances qui, nous en sommes convaincus, cédera la place à une autre. La jeune industrie et le capitalisme bulgares cherchent un soutien sûr contre le commerce étranger, en particulier le commerce austro-hongrois (l'Autriche-Hongrie est le plus puissant pourvoyeur de capitaux et de produits industriels pour la Bulgarie). Ce soutien, la bourgeoisie bulgare le trouve naturellement dans la Russie.

Le développement industriel de la Russie, qui est proportionnellement moins important et qui possède encore un immense marché intérieur, ainsi que celui de l'Asie centrale, ne menace pas la bourgeoisie bulgare, c'est du moins ce que déclare habituellement la presse bulgare pro-russe. C'est précisément dans le domaine de la lutte contre la concurrence autrichienne que le sentiment pro-russe a acquis une telle force chez nous.

Mais tout le monde se rend compte à quel point ce terrain est mouvant. Dans un avenir proche, sa propre industrie mettra la Russie en conflit avec les intérêts de la bourgeoisie bulgare.

Et c'est un fait caractéristique qu'après la réconciliation de la Russie avec la Bulgarie, les journaux russes ont justement signalé l'augmentation des exportations de la Russie vers la Bulgarie. La presse russe a exigé que le gouvernement bulgare procède à une révision des droits de douane sur l'eau-de-vie et les autres produits russes. Auparavant, la diplomatie russe négligeait totalement ces intérêts de l'industrie russe, au grand regret des journaux capitalistes russes les plus influents, comme « *Novoïé Vremia* ». Mais aujourd'hui, il est devenu nécessaire pour elle de faire l'inverse.

À partir de maintenant, le rôle de la diplomatie russe en Orient change : auparavant, elle n'était déterminée que par les appétits du tsarisme russe, mais désormais, elle doit aussi s'adapter aux besoins de la bourgeoisie russe. Ainsi, sa tâche devient de plus en plus compliquée et le nombre de questions dans lesquelles elle entre en conflit avec les intérêts du peuple bulgare ne cesse d'augmenter.

Au même moment, la diplomatie russe a opéré un tournant dans sa politique occidentale. Non pas que ses objectifs aient changé ! Non, l'objectif reste le même : atteindre la Méditerranée, tel sera toujours le souhait et le rêve du gouvernement russe, y compris si ce gouvernement tombe dans les mains de la bourgeoisie, s'il devient constitutionnaliste. Ce qui a changé, c'est la tactique pour atteindre ce but et ce changement est d'une importance capitale.

D'une part, la Russie se rend compte qu'en libérant les peuples balkaniques, elle ne fait que s'éloigner de son but, Constantinople, au lieu de s'en rapprocher, car les peuples libérés deviennent des obstacles sur la route de Constantinople. D'autre part, l'existence de la Russie en tant que grand État exige impérieusement le développement de l'industrie et du capitalisme. Et aussi belliqueux que puisse paraître le gouvernement russe, il désire la paix à l'extérieur pour agir librement à l'intérieur, et cette paix interne lui est à la fois nécessaire pour avoir les mains libres en Orient.

Sur la base de ces faits, nous voyons maintenant le gouvernement russe se présenter comme le défenseur le plus résolu de l'intégrité de l'empire turc et défendre le statu quo établi en Orient par la paix de Berlin¹ face à la Russie. Si l'indignation généralisée face aux événements d'Arménie² avait eu lieu il y a vingt ans, la Russie aurait été le plus ardent défenseur de la liberté arménienne. Aujourd'hui, elle réduit au contraire à néant tous les efforts en faveur de ces mêmes Arméniens.

1 Le Congrès de Berlin de 1878 (ou Congrès des Nations) est une assemblée diplomatique tenue à Berlin du 13 juin au 13 juillet 1878 par les représentants des puissances européennes. Il fut organisé à l'instigation du Royaume-Uni afin de préserver un Empire Ottoman affaibli face à l'appétit de ses rivaux impérialistes.

2 En 1895-1897, les Arméniens de l'empire ottoman sont victimes d'une série de massacres de masse qui préfigurent le génocide de 1915.

La politique balkanique suivie jusqu'à présent par la Russie se révèle donc être une politique fondamentalement réactionnaire sous un masque démagogique, en ce sens qu'elle semblait s'opposer aux mauvais traitements infligés par l'administration turque aux peuples chrétiens. Désormais, la politique russe dans la question d'Orient apparaît comme réactionnaire non seulement quant à ses objectifs, comme cela a toujours été le cas, mais aussi quant à ses moyens. Il est évident que ce nouveau tournant de la diplomatie russe aura une influence salutaire sur les peuples balkaniques.